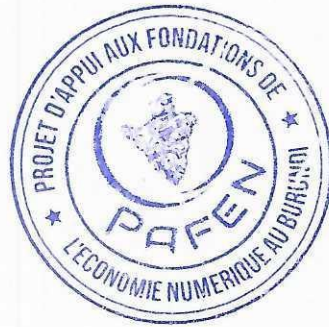





RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI


Intitulé du projet	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI « PAFEN »
FINANCEMENT IDA :	E0930-BI/E2820-BI
N° du Projet :	P176396/P180987


Activité 2.4.4.5	Recrutement d'un « expert-conseil en cybersécurité » en faveur du Bureau des Études Stratégiques et de Développement (BESD)
Bénéficiaire	BESD




 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi

 pafen.gov.bi

 PafenBurundi

 PafenBurundi





RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI


TERMES DE REFERENCE


**RECRUTEMENT D'UN EXPERT-CONSEIL EN CYBERSECURITE EN
FAVEUR DU BUREAU DES ETUDES STRATEGIQUES ET DE
DEVELOPPEMENT (BESD)**

MAI 2026

 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi

 pafen.gov.bi

 PafenBurundi

 PafenBurundi



I. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Burundi a obtenu un don de la Banque mondiale (BM) d'un montant total de 92 millions de dollars américains pour financer le Projet d'Appui aux Fondations de l'Économie Numérique (PAFEN). Il est prévu qu'une partie des ressources de ce projet soit utilisée pour financer les prestations d'un « **expert-conseil en cybersécurité** » en faveur du BESD.

Le développement d'une économie numérique forte et résiliente fait partie intégrante de la stratégie de diversification économique du Burundi. A ce titre, le Plan National de Développement (2018-2027) prévoit de favoriser la mise en place d'un environnement favorable à la diversification économique sous l'impulsion du secteur privé, en particulier dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'usage des TIC s'aligne aux axes 2, 5 et 13 du PND 2018-2027 qui s'inscrivent dans une perspective de contribuer à une croissance soutenue et inclusive pour une résilience économique, à un développement durable (enjeu 1) et à une gouvernance axée sur la sauvegarde de la souveraineté nationale (enjeu 2).

Par ailleurs, le Gouvernement s'est engagé à faire progresser la transformation numérique, en adoptant récemment le Plan Directeur de Digitalisation des services Publics 2023-2033, qui devrait trouver son cadre de mise en œuvre dans une Stratégie Nationale d'e-Gouvernement en vue.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. Objectif et Description du PAFEN

L'objectif du PAFEN est d'accroître l'accès à l'Internet haut débit, en particulier pour les communautés mal desservies, et améliorer la capacité du gouvernement à gérer les ressources plus efficacement et fournir des services publics par voie numérique.

Les activités du projet viseront à accroître l'adoption du numérique en élargissant la couverture du réseau et la base existante de consommateurs de services numériques par le biais d'initiatives qui stimulent l'investissement dans des infrastructures à large bande durables et intelligentes sur le plan climatique et catalysent la demande croissante de services électroniques par le biais de programmes d'accès numérique.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

Les Composantes du Projet

Le Projet comprend 4 composantes ci-après :

Composante 1 : Accès et inclusion numériques

- Sous-composante 1.1 : Environnement favorable au développement du marché du haut débit et à l'accès numérique
- Sous -composante 1.2 : Accès à la connectivité locale
- Sous -composante 1.3 : Facilitateurs d'accès local et d'inclusion numérique

Composante 2 : Facilitateurs de la prestation de services publics numériques

- Sous-composante 2.1 : Cadres institutionnels, juridiques, de gouvernance et technologiques pour les services en ligne
- Sous -composante 2.2 : Infrastructure et plates-formes gouvernementales numériques partagées et capacités de l'administration publique
- Sous -composante 2.3 : Numérisation de certains services et de cas d'utilisation phares
- Sous -composante 2.4 : Modernisation des principaux processus de GFP

Composante 3 : Coordination institutionnelle et gestion du projet

Composante 4 : Composante de réponse d'urgence

Le PAFEN soutiendra une série de réformes visant (i) renforcer le secteur des infrastructures numériques, le rendant plus attractif pour les investissements ; (ii) à rapprocher les services des citoyens et à améliorer l'efficacité et la transparence du secteur public ; et (iii) soutenir l'utilisation des technologies numériques et des données pour faciliter la prise de décisions politiques et promouvoir les investissements.

Le projet est administré par une unité de gestion du projet (UGP) au Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication (SETIC).

2. Justification de l'Assistance

Le Gouvernement du Burundi entend digitaliser ses services publics et en a même fait son cheval de bataille pour le développement du pays. C'est dans ce contexte qu'il s'est doté d'un plan directeur de digitalisation des services publics couvrant la période 2023-2033.

Afin de réussir l'exécution de ce plan directeur, il s'est doté d'un Comité National de digitalisation des services publics dirigé par le Premier Ministre et (comité de pilotage) appuyé par un Comité Technique de suivi.



Dans cette structure de pilotage et de suivi de la digitalisation des services publics, le Chef du Bureau d'Études Stratégiques et de Développement joue un rôle de premier ordre puisque c'est lui qui joue le rôle de secrétaire pour le comité de pilotage puis préside le comité technique.

D'autre part, le projet PAFEN, dont le rôle est de poser les fondations de l'économie numérique, vient de produire une stratégie nationale de cybersécurité qui a besoin d'être validée puis mise en œuvre par le Gouvernement du Burundi, la cybersécurité étant un des piliers sur laquelle reposeront les futurs services publics digitaux.

Afin de garantir une **appropriation nationale, une validation politique et une mise en œuvre efficace** de la stratégie, le BESD souhaite bénéficier de l'appui d'un **expert senior en cybersécurité**.

Cette activité, s'inscrit précisément dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité 2.4.4.5 du Plan de travail et du budget annuels (PTBA) approuvé pour 2024-2025 : « **Recrutement de 03 experts pour le Bureau d'Études Stratégiques et de Développement (BESD)** » rattaché à la Présidence de la République du Burundi et chargé du suivi des projets prioritaires du Gouvernement.

III. OBJECTIFS

1. Objectif global

Appuyer le Bureau d'Études Stratégiques dans la **validation institutionnelle, la planification opérationnelle et la mise en œuvre coordonnée** de la Stratégie Nationale de Cybersécurité.

2. Objectifs spécifiques

L'expert devra notamment :

- 1) Analyser et consolider la stratégie proposée par le cabinet international ;
- 2) Conseiller la Présidence sur les choix stratégiques, institutionnels et réglementaires ;
- 3) Mettre en place un cadre de gouvernance clair et opérationnel ;
- 4) Élaborer une feuille de route de mise en œuvre priorisée ;
- 5) Assurer le suivi-évaluation de l'exécution de la stratégie.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

IV. ETENDUE DE LA MISSION

L'expert aura pour responsabilités principales :

a) Analyse critique de la stratégie proposée

- Analyser la stratégie de cybersécurité et préparer des **notes de synthèse** pour le Chef du BESD.
- Identifier les ajustements nécessaires (techniques, institutionnels et budgétaires, ...) pour l'adapter au contexte national.
- Préparer des **argumentaires techniques et politiques** pour faciliter la validation et l'appropriation de la stratégie par les instances nationales.

b) Accompagnement du Chef du BESD

- Conseiller le Chef du BESD dans ses prises de décision stratégiques.
- Préparer des **briefings réguliers** pour ses interventions au comité technique et au comité national.
- Assister dans la **communication institutionnelle** (présentations, rapports, messages clés).
- Proposer des mécanismes de gouvernance, de responsabilité et de coordination interinstitutionnelle pour faciliter son rôle de pilotage.

c) Mise en œuvre de la stratégie

- Élaborer un **plan opérationnel** avec phases (court, moyen, long terme).
- Définir les **indicateurs de performance** et mettre en place un tableau de bord de suivi.
- Appuyer la mise en œuvre de projets pilotes dans les services publics critiques.
- Conseiller sur la mobilisation de ressources financières et partenariats techniques.

d) Renforcement des capacités

- Proposer un **programme de formation et sensibilisation** pour le Chef du BESD et son équipe, le comité de pilotage et le comité technique de suivi.



Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kirembe et
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

V. DURÉE DE LA MISSION, LIEU D'EXÉCUTION, LIVRABLES ATTENDUS ET CALENDRIER DE LIVRAISON/PAIEMENT

La mission est prévue de s'exécuter sur 22 mois, la mission pouvant s'exécuter à distance ou sur place (Cadrage, Rapport d'analyse critique de la stratégie nationale de cybersécurité, sensibilisation, etc....) pour une durée maximale de 6 mois.


En cas de travail sur place, le lieu de travail est la Présidence de la République avec des déplacements dans les institutions concernées.


- Modalités de travail : collaboration directe et régulière avec le Chef du BESD, en lien avec le Comité Technique et le Comité National de pilotage de la Digitalisation des services publics.
- Calendrier de livraison et de paiement des livrables


Livable	Calendrier de livraison/paiement (Date de signature+ x mois)	Montant
Rapport de cadrage	1	10%
Rapport d'analyse critique de la stratégie nationale de cybersécurité comprenant le Plan opérationnel de mise en œuvre avec calendrier et indicateurs.	2	20%
Notes de synthèse et argumentaires pour le BESD ou support communicationnel	Chaque fois que de besoins (Il est prévu un maximum de 30)	1% par note/support
Rapports de suivi trimestriel de mise en œuvre de la stratégie nationale de cybersécurité incluant le tableau de bord de suivi pour le BESD.	Par trimestre, à partir du début d'exécution de la stratégie (prévue pour janvier 2027), doc six rapports prévus	5% par rapport
Rapport final de mission incluant recommandations stratégiques	22	10%

VI. ANCRAGE INSTITUTIONNEL


L'Expert-Conseil est placé sous l'autorité et la supervision directe du Chef du BESD à qui il rend compte, adresse tous les rapports et à qui il apporte tous les conseils utiles en tout ce qui concerne la

 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kirembe et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi

 pafen.gov.bi

 PafenBurundi

 PafenBurundi



mise en œuvre des projets de digitalisation sur les aspects en lien avec les SI et les solutions logicielles.

VII. SUPERVISION DE LA MISSION ET VALIDATION DES LIVRABLES

L'expert sera placé sous la supervision directe du **Chef du BESD**. Les livrables seront déposés au BESD avec copie au Coordonnateur du PAFEN.

La gestion du contrat sera assurée par le Coordonnateur du PAFEN, qui mettra en place un Comité technique de suivi composé d'experts provenant de différentes structures, y compris la BESD. Ce Comité Technique de suivi validera les différents livrables, ce qui ouvrira la porte à leur paiement.

VIII. SECRET PROFESSIONNEL ET DEVOIR DE RESERVE

L'Expert-Conseil et le BESD s'engagent mutuellement à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance de l'autre partie quelle qu'en soit la nature et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de leurs personnels respectifs non appelés à les utiliser ou à en avoir connaissance. En particulier, l'Expert-Conseil s'engage à ne divulguer et à ne transmettre à de tierces parties, pendant la durée et après l'expiration du contrat, aucun renseignement de nature confidentielle concernant la mission, sans autorisation préalable expressément écrite de l'Administration. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle, ni à celles qui sont déjà connues du public.

L'Expert-Conseil doit afficher en tout temps un comportement et une attitude qui ne mettront en danger ni la bonne renommée de l'Administration ni sa crédibilité, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Le BESD ne pourra, en aucune manière, être tenue responsable pour tout préjudice que pourrait subir l'Expert-Conseil en raison d'actes posés en dehors de sa mission ou contraires aux lois et règlements en vigueur.

IX. PROFIL REQUIS

- Master ou équivalent en **cybersécurité, sécurité des systèmes d'information, informatique, technologies de l'information**, ou dans une discipline connexe (ex. administration publique avec spécialisation techno-juridique).
- Expérience avérée **Minimum 7 à 10 ans d'expérience** progressive dans des domaines liés à la cybersécurité, avec une expérience confirmée dans des fonctions de conseil stratégique ou de leadership.
- Une expérience antérieure dans un **contexte gouvernemental, institutionnel ou avec des partenaires internationaux** est un atout majeur, car elle facilite l'interaction avec les décideurs et les structures étatiques.




RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

- Expérience éprouvée dans **la coordination d'équipes, le pilotage de projets complexes**, la gestion des risques et des incidents au niveau organisationnel ou national.
- Avoir au moins 10 ans dans la conception et la mise en œuvre de stratégies nationales de cybersécurité
- Avoir mené au moins une mission d'implémentation d'une stratégie nationale de cybersécurité ;
- Excellentes capacités de communication, de rédaction et de vulgarisation technique.
- Connaissance des politiques, lois et réglementations relatives à la cybersécurité au Burundi ou dans la région est un avantage pour l'élaboration de stratégies cohérentes avec les objectifs de l'État,
- Compréhension du contexte socio-politique et des défis technologiques du Burundi, pour proposer des solutions réalistes et durables.
-
- Maîtrise des **cadres méthodologiques internationaux** (ex. ISO 2700x, NIST CSF, cadre CSIRT) et des bonnes pratiques de sécurité.
- Avoir les certifications en cybersécurité :
 - ✓ **CISSP (Certified Information Systems Security Professional)** – pour la maîtrise globale des domaines de la cybersécurité.
 - ✓ **CISM (Certified Information Security Manager)** – pour l'alignement stratégique et la gouvernance de la sécurité.
 - ✓ **ISO/IEC 27001 Lead Implementer ou Lead Auditor** – pour la mise en place et l'audit des systèmes de management de la sécurité de l'information.
- Faire preuve de compétence dans le domaine de la gestion des projets (Avoir la certification PMP est une exigence)


X. METHODE ET PROCEDURE DE SELECTION


Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection des Consultants Individuels, conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de Septembre 2023 et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence ».


La sélection de l'expert-conseil sera effectuée par appel à candidatures. Il sera retenu, après avis de non-objection de la Banque mondiale, en fonction de ses qualifications et expériences pertinentes et sa capacité à réaliser pleinement la mission.

 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kirembe et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi

 pafen.gov.bi

 PafenBurundi

 PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

La procédure de sélection comportera deux (2) phases :

(a) Phase de présélection des candidats sur la base de comparaison des CVs des candidats sur 100 points

Cette étape sera constituée d'une présélection sur base de dossiers où seront retenus les candidats ayant les qualifications et l'expérience requises pour le poste conformément aux TdR ci-dessus.

La répartition des notes pour cette phase sera faite dans l'esprit de ne retenir que les candidats ayant le meilleur profil en privilégiant l'expérience pertinente des candidats pour le poste qui sera notée à pas moins de 85 %.

Pour tous les autres critères : (i) Diplôme (pas plus de 5%) ; (ii) Connaissance de langues (pas plus de 5%) et (iii) maîtrise de l'outil informatique sur CV pas plus de 5%

A cette Phase, seuls les candidats ayant reçu une Note Minimale de 75% seront retenus.

Au cas où aucun des candidats n'aura totalisé la Note Minimale de 75%, il sera alors retenu les trois premiers parmi ceux ayant reçu une Note Supérieure ou Egale à 70%.

(b) Phase d'interview des candidats présélectionnés sur 100 points.

Après la non-objection de la Banque Mondiale sur les résultats de la présélection, il sera procédé à l'interview des candidats retenus.

A la fin du processus, les candidats seront classés par ordre de mérite après pondération des différentes notes obtenues dans les 2 phases de la Sélection. La note du CV aura un poids de 70% et celle de l'interview 30% (le CV sera pondéré pour 70% et l'Interview pour 30%).